



**REVUE DE PRESSE**  
**SUD-OUEST ET CHARENTE LIBRE**  
**DU 03 OCTOBRE 2016**

# Entreprises cherchent apprentis

**FORMATION** Le gouvernement en a fait une priorité pour lutter contre le chômage. Mais les patrons manquent de candidats, alors que des jeunes ne trouvent pas de contrats...

NICOLAS CÉSAR  
n.cesar@sudouest.fr

Comme son prédécesseur, François Hollande a fait de l'apprentissage son premier levier pour « combattre » le chômage des jeunes et le décrochage scolaire. Chaque année, 120 000 élèves sortent du système scolaire sans emploi, ni formation... À l'inverse, 7 apprentis sur 10 décrochent un emploi sept mois après la fin de leur formation, selon les statistiques de l'Éducation nationale. Le président de la République a donc fixé un objectif : 500 000 jeunes de 16 à 25 ans en alternance - en apprentissage ou en contrat de professionnalisation - en 2017. Contre 435 400 à la fin de 2015.

## Aides publiques massives

Mais ils seront tout au plus 450 000 en décembre prochain. Depuis une dizaine d'années, aucun gouvernement n'est parvenu à développer l'apprentissage, malgré d'importantes aides publiques. Ainsi, le dernier dispositif TPE jeunes apprentis attribue une subvention de l'État de 4 400 euros à toute société qui embauche un mineur pour sa première année de contrat. Une incitation qui

s'ajoute à une exonération totale des charges sur le salaire de l'apprenti.

## Des milliers d'offres à saisir

Pourtant, ne serait-ce qu'en Nouvelle-Aquitaine, 2 448 offres de contrats d'apprentissage restent à pourvoir avant le 15 novembre. Dont 900 en ex-Aquitaine et 613 en ex-Poitou-Charentes. « Alors même que 4 027 jeunes n'ont pas trouvé d'entreprises pour les accueillir », souffle

7 apprentis sur 10 décrochent un emploi sept mois après la fin de leur formation

Alain Roussel, le président du Conseil régional.

Certains secteurs peinent particulièrement à recruter comme l'hôtellerie-restauration (900 offres) et les boulangeries viennoiseries (200 offres).

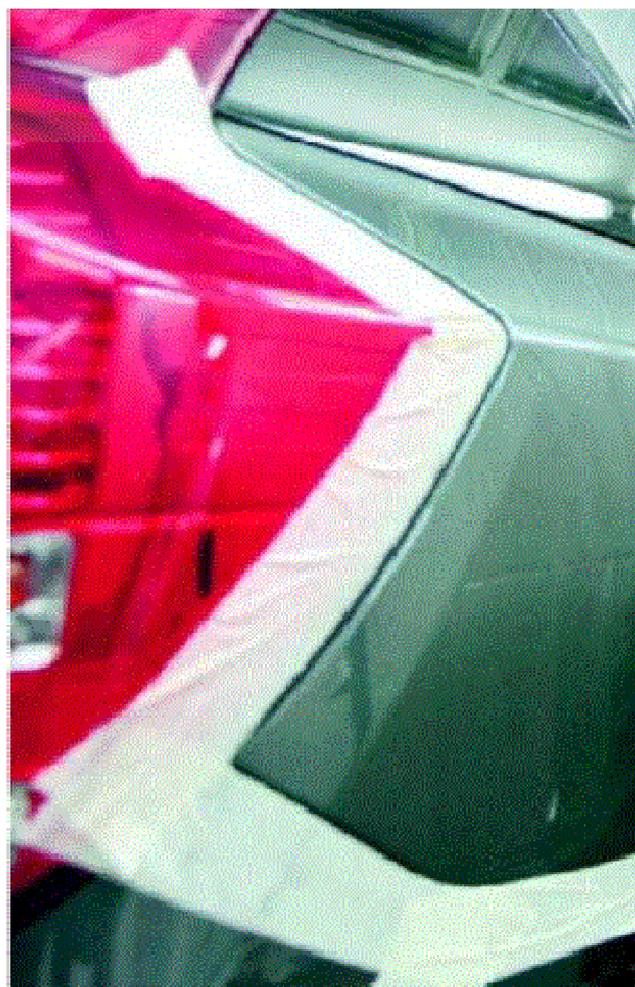
Car « ces métiers, en horaires décalés, où il faut se lever très tôt et travailler le week-end, ont une mauvaise image auprès des jeunes », explique Catherine Veyssey, vice-présidente de la Région en charge de la formation professionnelle.

En réalité, les raisons de ces « décalages » entre l'offre et la demande

sont multiples et structurelles. « L'apprentissage est considéré par l'éducation nationale et les familles comme une voie de garage », regrette Yves Petitjean, le président de la Chambre de métiers d'Aquitaine. À l'inverse, en Allemagne, il est perçu comme une voie d'excellence, et le taux de chômage des jeunes est trois fois inférieur à celui de la France.

Autre écueil, ces jeunes de 16 à 25 ans ont des difficultés à trouver un contrat d'apprentissage, proche de leur domicile, en adéquation avec leurs aspirations. Des problèmes de logement et de transports les empêchent souvent d'aller au bout de leurs démarches. C'est ce qui explique aussi le taux élevé de ruptures de contrat (28,1 %). Et ce, en dépit des aides de la Région au logement (de 8 à 15 euros par nuit) et pour passer leur permis de conduire.

De leur côté, les chefs d'entreprises reconnaissent les vertus de l'apprentissage, qui mêle cours dans un centre de formation et expérience sur le « terrain ». Mais ils sont freinés par un système administratif peu adapté aux amplitudes horaires de ces petites sociétés. Et, en période de crise économique, ils sont encore plus réticents à embaucher un ap-



Des apprentis à l'œuvre au CFA Institut des métiers de l'artisanat, à Bordeaux. PHOTO STÉPHANE LAFFITTE/SUD OUEST

prenti, même si son salaire se situe entre 25 et 78 % du smic, selon son âge et l'année de son contrat.

## Quelles solutions ?

« Il faut réaliser un travail de fond avec les organisations consulaires, l'Éducation nationale, pour bien informer nos jeunes sur les métiers de demain, mais aussi aider les centres de formation à mieux s'adapter aux

nouveaux besoins des entreprises », insiste Alain Roussel.

En réalité, l'enjeu est culturel. Il s'agit de faire prendre conscience à tous que l'alternance n'est pas une alternative, mais le « meilleur moyen de former des jeunes agiles et multicompetences », lance Jérôme Verschavé, directeur général d'Aerocampus Aquitaine, centre de formation à la maintenance aéronautique.

## « Il faut changer notre système d'orientation »

**ENTRETIEN** Gilles Langlo, président de la Fnadir (1), déplore que l'Éducation nationale oriente peu d'élèves vers des métiers techniques, par réflexe culturel

« Sud Ouest » Comment expliquez-vous l'échec des derniers gouvernements dans le développement de l'apprentissage ?

**Gilles Langlo** La France forme près de 300 000 apprentis chaque année, donc il faut relativiser l'échec. Le problème est complexe. N'oublions pas que pour signer un contrat d'apprentissage il faut réussir à faire coïncider les besoins d'une entreprise avec les attentes d'un jeune. Ce qui n'est pas chose aisée.

Par ailleurs, l'apprentissage est très dépendant de la conjoncture économique, car les apprentis perçoivent un salaire (entre 25 et 78 % du smic). Par exemple, actuellement, nombre de jeunes souhaitent intégrer le bâtiment, qui offre en général d'assez

bons salaires, mais la crise du secteur a réduit considérablement les offres. À cela s'ajoute un problème de fond : l'Éducation nationale oriente peu, par réflexe culturel, les élèves vers les métiers techniques. D'ailleurs, c'est tout un symbole : un principal de collège est noté sur le pourcentage d'élèves de son établissement qui intègrent un lycée en voie générale. Conséquence : nombre de métiers qui ont besoin d'apprentis, comme podologue, sont totalement inconnus des nouvelles générations.

Pourtant, l'apprentissage est une priorité du gouvernement... Il est vrai que l'État a déployé des aides supplémentaires en direction des TPE [très petites entreprises,

NDLR], qui sont celles qui embauchent le plus d'apprentis, mais la suppression du BEP en 2009 a refroidi les chefs d'entreprise. Désormais, ceux qui prenaient des BEP en deux ans doivent s'engager avec des bacs pro en trois ans. Et, quand on manque de visibilité sur son carnet de commandes, une année supplémentaire, ça pèse dans la décision.

## Comment peut-on changer durablement la donne ?

Il faut désolidariser le système d'orientation de l'Éducation nationale. C'est-à-dire rattacher les CIO (centres d'information et d'orientation) aux Conseils régionaux. L'information sur les métiers embauchant des apprentis est primordiale. Sur-



Gilles Langlo. PHOTO DR

tout à cet âge-là. C'est ce qui permet aussi de limiter les ruptures de contrat. Trop souvent, il y a un décalage entre la perception que le collègue a du métier et la réalité. Tant que nous ne changerons pas cela, nous n'avancerons pas.

De la même manière, il faut renforcer les moyens humains sur le terrain pour convaincre les entreprises d'embaucher un apprenti. Tous les CFA (centres de formation des apprentis) et les Régions qui s'y sont employés ont obtenu de bons résultats.

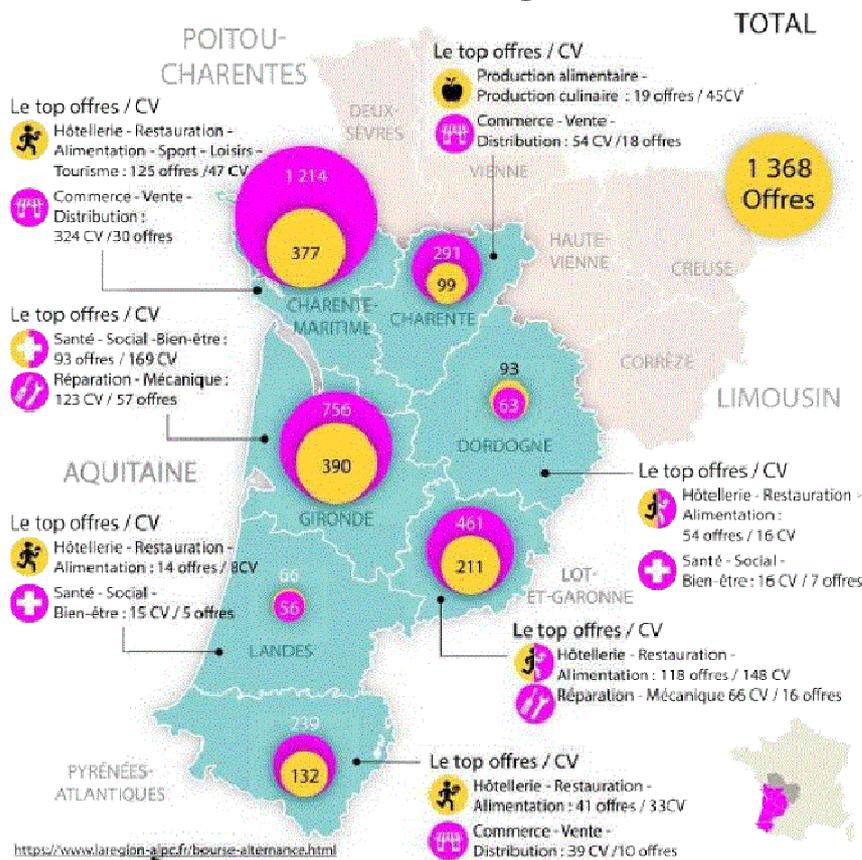
## Sentez-vous les choses évoluer ?

Oui, car il y a une volonté politique, une prise de conscience du fait que l'apprentissage est efficace pour lutter contre le chômage. D'ailleurs, la réforme de la taxe professionnelle nous apporte plus de moyens. L'école, elle aussi, évolue. Elle multiplie les stages de découverte des métiers. Et ce, dès la classe de sixième.

## Recueilli par Nicolas César

(1) Fédération nationale des associations régionales des directeurs de centres de formation d'apprentis.

# Les contrats d'apprentissage à saisir dans notre région



## « Les Départements sont essentiels »

PIERRE CAMANI, HENRI EMMANUELLI, JEAN-LUC GLEYZE, JEAN-CLAUDE LEBLOIS ET GERMINAL PEIRO (1)

Her promis à la disparition sous prétexte d'économies, les Départements ont franchi le cap de la loi Notre, renforcés dans leurs prérogatives centrales. Les supprimer aurait été, selon leurs fossoyeurs, une source de maîtrise des dépenses, un moyen de clarifier la répartition des compétences des collectivités territoriales. Quelques mois plus tard, les Départements sont toujours là et semblent plus que jamais essentiels... Devant la crise sociale qu'affronte notre pays, ils font pourtant face à bien des difficultés. Pourquoi les Départements restent-ils indispensables ?

La France est aujourd'hui organisée en 12 très grandes régions métropolitaines, des zones découpées au format européen plus qu'à l'échelle humaine. Dans ces espaces immenses, comment assurer un service public de qualité, adapté, réactif, quand les décisions prises à Bordeaux s'appliquent tout autant à Agen, qu'à Poitiers, Dax, Niort, Limoges, Pau ou Périgueux ? Ici, en Nouvelle-Aquitaine, 12 départements sont rassemblés dans un espace grand comme l'Autriche.

Le Département se trouve donc renforcé comme échelon intermédiaire indispensable, en proximité avec les communes et les intercommunalités, et au service direct de sa population. La loi Notre l'a conforté dans son rôle de garant des solidarités humaines et territoriales. Un accompagnement de chacun des habitants, et un développement de tous les territoires, voici le contrat que nous honorons sans relâche [...].

Dans le champ social, le Département est le référent pour l'accompagnement des personnes âgées et des personnes en situation de handicap, pour les collégiens et les collèges, la protection maternelle infantile, l'insertion, le logement, etc. Ces missions sont le cœur de métier des Départements, qui, devant les tensions sociales auxquelles notre pays fait face, assurent un service public de qualité et essentiel.

Les Départements s'attachent à remplir leur mission territoriale : développer de manière équilibrée les villes et les campagnes. Certains bénéficient de l'attractivité éco-

nomique des zones urbaines, il faut alors veiller à ce que toutes les richesses ne soient pas concentrées dans ces seuls secteurs. Cette péréquation opérée par les Départements entre les territoires, c'est le moyen d'assurer l'égalité entre les citoyens. Dans les secteurs exclusivement ruraux, les difficultés sont souvent plus grandes, et la lutte est permanente pour maintenir la population, pour faire en sorte aussi que les bassins d'emploi conservent tout leur dynamisme et les villages toute leur vitalité. C'est précisément au Département d'assurer cet équilibre entre la ville et les campagnes, et de garantir une redistribution juste et équitable entre les zones prospères et celles qui souffrent davantage. Il est le bon échelon à la bonne taille.

Pour cela, les projets ambitieux ont toute leur importance : un service public de qualité partout, le déploiement du très haut débit dans les collèges et dans les territoires qui en sont privés, le soutien aux associations culturelles et sportives qui font vivre nos villes et villages, le tourisme, l'appui aux communes... Les Départements sont aussi investis en matière agricole, agroalimentaire et sylvicole : ils soutiennent les filières de qualité.

Dans un contexte de campagne présidentielle, les appels de la peur et des questions identitaires semblent repousser les questions de la vie quotidienne au second plan des préoccupations des Français. Face aux difficultés de nos concitoyens, c'est bien au Département que revient le financement de l'insertion, des collèges, des allocations aux personnes handicapées, du soutien aux personnes âgées. Une charge croissante et incompressible, qui pèse de plus en plus sur les budgets départementaux. Une situation difficile et structurelle qui nous contraint de plus en plus à envisager de renoncer à certaines de nos politiques. Voici les collectivités territoriales devant des choix cruciaux : à force de tirer sur la corde, comment ne pas craindre que celle-ci finisse par rompre [...].

Dans le tumulte des annonces et des polémiques, les Départements maintiennent le cap fixé : donner du sens aux solidarités, apporter l'aide que nos concitoyens sont en droit d'attendre, agir pour l'égalité et l'attractivité de nos territoires !

**En Nouvelle-Aquitaine, 12 départements sont rassemblés dans un espace grand comme l'Autriche**

(1) Présidents des Départements de Lot-et-Garonne, Landes, Gironde, Haute-Vienne et Dordogne.

# Le dépistage pour défier le cancer

**PRÉVENTION** La campagne de dépistage du cancer du sein débute en France. D'autres suivront. En Gironde, l'Agideca rationalise l'organisation. Le point

SABELLE CASTÉRA  
l.riat@agideca.fr

Denis Smith, oncologue médical au CHU de Bordeaux, préside depuis l'année dernière l'Agideca, association qui pilote le dépistage organisé du cancer du sein (en octobre) et du cancer colorectal (en mars) pour le département de la Gironde. Voici ce qu'il raconte en préambule : « Un patient vient consulter, il souffre d'un cancer du côlon métastaté 65 ans. Malin pronostic. Je lui demande s'il a reçu les courriers l'invitant à faire les tests immunologiques, lors des campagnes de prévention. Il me répond qu'il mettait systématiquement ses courriers à la poubelle ».

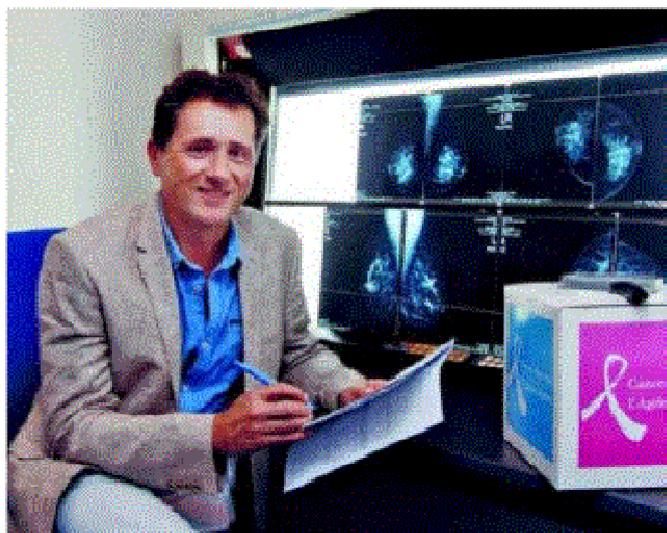
« **Sud Ouest** : L'Agideca en Gironde assure la coordination du dépistage organisé des cancers du sein et colorectal. Quelles différences avec Vitalis en Dordogne, Pyradec dans les Pyrénées-Aquitaines et les associations des Landes et de Lot-et-Garonne ?

Denis Smith En en-Aquitaine, nous sommes la seule structure qui soit associative, juridiquement indépendante de l'Assurance maladie. Notre conseil d'administration réunit tous les partenaires : la ligue contre le cancer, Europa Donna et Le Comité féminin (associations d'usagers), la

« Les femmes socialement défavorisées développent des cancers plus graves et difficiles à soigner »

Sur le plan national, quel est le cahier des charges d'une campagne de dépistage comme Octobre rose, qui vient de débiter ?

Nous devons atteindre 70 % de taux de participation chez les femmes entre 50 et 74 ans. Or, en Gironde par exemple, à 54 %, un taux qui



Le docteur Denis Smith, oncologue médical, préside l'Agideca en Gironde. PHOTO THIERRY GUYARD/ICI

stagne. Il y a encore du chemin. Nos autres missions sont de recueillir toutes les mammographies, 60 000 par an, pour une seconde lecture. 6 % de cancers y sont détectés. 10 radiologues libéraux assurent des vacations chez nous. On encadre la veille sanitaire : toutes les données sont envoyées à l'Institut national de veille sanitaire, qui établit des statistiques nationales.

« **Quid du cancer colorectal ?**

L'objectif national est une participation à 50 %. Et, là, on est proches du but, puisque nous sommes à 40 % environ grâce au nouveau test, beaucoup plus simple d'utilisation, fiable et performant pour ce qui est des conclusions.

« **Quelles sont les raisons des réticences des usagers, et qu'on s'en va qui échappent au dépistage ?**

Pour le cancer du sein, le dépistage organisé est très faible à Bordeaux, comme dans toutes les grandes villes, car les femmes prennent en charge leur dépistage directement, sans passer par nous. Et donc elles échappent à la seconde lecture, qui est une chance supplémentaire. On analyse

ces dépistages directs à environ 10 %. Et puis il y a la négligence, la crainte et, hélas, des problèmes de territoire ou de classe sociale.

« **Vous voulez dire que les personnes socialement défavorisées ou vivant en milieu rural auraient plus de difficultés à accéder au dépistage organisé ?**

Oui. Nous devons travailler là-dessus. Il nous faut maintenant l'égalité face au dépistage dans l'ensemble du territoire. Dans le nord et le sud de la Gironde et dans le

« La médecine moderne n'attend pas le symptôme. En cancérologie, c'est en général trop tard »

« **Vous savez que les femmes issues de milieux socialement défavorisés développent des cancers plus graves et plus difficiles à traiter. Pourquoi ?** Diagnostic

tardif et pathologies associées. Mais aussi accès au soins complexes. Nous devons aller vers ces populations. Pour cela, il nous faut lier des liens avec les acteurs sociaux, les centres communaux d'action sociale notamment.

« **Que pensez-vous de la polémique autour du surdiagnostic ?**

La balance bénéfices-risques est favorable au dépistage. La médecine moderne est présymptomatique, on n'attend pas le symptôme, parce que, en cancérologie, c'est en général trop tard.

« **Un troisième cancer, celui du col de l'utérus, va faire l'objet d'une campagne de dépistage. Quand ?** En effet, le cancer du col de l'utérus va faire l'objet d'une campagne organisée, parce que paradoxalement, les chiffres nationaux révèlent qu'il concerne avant tout les femmes qui échappent au dépistage classique. Il est donc question de réduire les inégalités de santé. L'Agideca est positionnée pour coordonner cette nouvelle campagne sur le plan régional, celui de la Nouvelle-Aquitaine. Elle sera mise en œuvre en 2017.

# Adie: 20 ans, 900 micro-entreprises

L'association qui propose des microcrédits fête ses 20 ans en Charente. Plus de 900 personnes ont été aidées par l'Adie depuis 1996 grâce à une équipe de dix-huit bénévoles très actifs.

Richard TALLET  
rtallet@charentelibre.fr

«**A**u début, j'avais tendance à penser qu'on allait aider à faire des choses extraordinaires». Depuis huit ans qu'il est bénévole à l'Adie (Association pour le droit à l'initiative économique), Michel Nicolas est juste heureux d'aider un public en difficulté à se reconnecter avec la vie active. L'association fête ses 20 ans en Charente (voir ci-contre) et s'est toujours appuyée sur une équipe de bénévoles pour accompagner les porteurs de projet.

«Même si j'étais sûre de moi, le soutien de Michel m'a rassurée», apprécie Nathalie Mainvielle. Depuis un an, dans son camion aménagé, elle fait du toilettage de chats et de chiens à domicile. Elle a obtenu 4 700 euros de l'Adie et accepte que pendant toute la période de remboursement, Michel Nicolas supervise la tenue des comptes et l'aide en cas de problème.

## La capacité à rebondir

«J'étais banquier avant», sourit le bénévole qui a dû apprendre à prêter à ceux à qui il n'aurait jamais avancé un centime avant. «La personnalité du porteur de projet compte beaucoup, reconnaît-il. On regarde leur capacité à rebondir.» Et sur Nathalie Mainvielle, il n'avait aucun doute. Mais ça ne se passe pas



Michel Nicolas est assez fier de la réussite du projet de Nathalie Mainvielle, toilettuse pour animaux à domicile. Photo Majid Bourzat

toujours aussi bien. «Il m'est arrivé de rencontrer des porteurs de projet avec qui la communication était difficile.»

Le taux de perte à l'Adie en Charente, c'est entre 6 et 7%. «Mais en ce moment, je suis dans une période où ça marche plutôt bien», se réjouit Michel Nicolas, qui préside aussi le comité d'attri-

bution des crédits. «On reçoit six nouveaux projets par semaine», compte Sophie Robbé. Elle est salariée de l'Adie depuis 2002, conseillère depuis 2012. «La moitié des projets obtiennent un microcrédit», explique celle qui aiguille les futurs entrepreneurs et les aide à monter leur dossier. Celle aussi qui trouve parmi les

dix-huit bénévoles le bon tuteur, au bon moment.

«Grâce à mon référent, Jean-Jacques Loubes, j'ai fait le choix de créer une micro-entreprise», remercie Alexandre Babin. À 27 ans, il est devenu luthier à La Couronne. «Mon référent est un ancien comptable. Tous ses conseils ont été précieux.»

## Un débat pour fêter le vingtième anniversaire

L'Association pour le droit à l'initiative économique fête ses 20 ans en Charente.

Ce jeudi 6 octobre, elle organise un débat à 18h dans l'amphithéâtre Jean-Monnet de l'université à La Couronne. Trois porteurs de projet et les trois bénévoles référents viendront témoigner des difficultés rencontrées et du soutien qu'ils apportent à l'Adie. Les partenaires de l'association, comme Pôle emploi, seront présents et interviendront. Martine Pinville, secrétaire d'État chargée du Commerce, de l'Artisanat, de la Consommation et de l'Économie sociale et solidaire, sera également présente. Du 10 au 14 octobre, toujours dans le cadre de cet anniversaire, l'Adie sera présente lors du forum Pôle emploi de Chalats le matin du 13 octobre. Elle organise aussi un «café créateurs» en lien avec la mission locale au CréaLab le matin du 12 octobre. Au menu, des échanges entre jeunes sur la création d'activité avec témoignages de jeunes qui ont créé. Un second «café créateurs et bénévoles» est prévu à Barbezieux le 14 octobre, toujours le matin. Au programme, rencontre et mise en réseau des créateurs, accueil de porteurs de projets.

Renseignements auprès de l'Adie Charente au 07 69 32 81 10.

# Ces clubs générateurs de business

■ Former des groupes, se réunir chaque semaine pour générer du business n'est plus un tabou  
 ■ À Angoulême et Cognac, plusieurs clubs se sont formés et les résultats sont au rendez-vous.

Amélie COGNARD  
 a.cognard@leclerc.fr

**M**ardi 19 mai. Il fait encore frais dehors, mais dans le petit hall d'entrée du restaurant Le Cour de Ruelle, des entrepreneurs passent la porte. Ils viennent, comme chaque semaine, assister à la réunion du BNI, Business Network International, un club dont l'objectif est clair : se forger un réseau pour générer des contrats d'affaires. Il existe déjà trois groupes BNI en Charente : deux à Angoulême et un à Cognac. Un club Carboac s'est également créé à Angoulême fin 2015 avec le même objectif. Alors comment fonctionnent ces clubs ? Qui y adhère ? Combien ça coûte ? Combien ça rapporte ?

7h30. Inaptes, chacun des treize-cinq entrepreneurs du groupe BNI a pris place sur le siège qui lui est attribué pour la séance. Le président introduit la réunion comme le veut le protocole en rappelant la devise, « Qui donne reçoit », puis passe la parole à chacun des membres pour son informationnelle.

## Merci pour le business

Une minute - pas plus, une tablette au mégapixels chromatique - pour présenter un volet de son entreprise, parler d'une actualité et demander au groupe un contact avec lequel il ou elle aimerait être mis en relation. Christophe Martin, photographe, en profite pour

## Des clubs réseau à foison

Adressé aux clubs par business, de nombreux clubs, clubs de réseaux, se concentrent de ce côté en Charente. Certains ne sont pas ouverts à tous les entrepreneurs, comme Alliance Entrepreneurs qui ne propose que des industriels et soudeurs de ce secteur, ou Entrepreneurs du Minéral qui ne rassemble que des hommes chefs d'entreprise. Certains, comme le Club entrepreneurs 14, sont ouverts par une chambre consulaire ou régionale à elle. L'objectif est généralement toujours le même : permettre aux entrepreneurs de se rencontrer, s'enrichir et échanger des contacts. L'entrepreneur charentais, qui n'hésite au départ sur une réponse souvent positive, s'est lui aussi, il y a un an, multi-



Quelques entrepreneurs du groupe BNI se réunissent tous les mercredis matins de 7 heures à 9 heures au restaurant Le Cour de Ruelle.

Photo: Raphaël Bourlet

faire la démonstration de son nouveau flash. Sylvie Hébin, pianiste, donne des conseils sur l'entretien des basses. « L'air est de la fin des années-soixante mais les basses sont modernes à l'instar des », explique Nicolas Girard, le directeur de ce groupe BNI.

« Grâce à une recommandation, j'ai obtenu le chantier du nouveau Leclerc d'Angoulême, un contrat à 700 000 euros. »

L'un des membres présente alors plus en détail son entreprise. Ce matin, c'est Geoffrey Houssemly, expert comptable à Angoulême, qui a la chance de faire sa conférence de dix minutes. Chaque membre annonce ensuite les recommandations qu'il a

reçues durant la semaine écoulée et les litte-à-litte qu'il a faits avec un autre membre. Le secrétaire de séance annonce les remerciements pour le business de la semaine précédente - et 44 go à l'heure. C'est le chef d'affaires qui les recommandations ont commandées des membres BNI ont permis de générer en sept jours. « Depuis la création du groupe il y a un an et demi, nous en sommes allés à 200 recommandations d'affaires de business », annonce fièrement le secrétaire. « Sur une année, ce groupe a fait 1400 recommandations pour 28 millions de chiffre d'affaires », dit JAC Gervais la recommandation faite en entreprise, note la directrice régionale BNI, Anne Lescaure.

Un potentiel qui convainc de plus en plus d'entrepreneurs d'intégrer ces groupes et de se plier à leurs règles. Au BNI, elles sont strictes : pas plus d'un membre par métier, pas plus de trois absences par an et pas de retard. Chaque participant passe devant un jury de cinq membres qui valide ou non son entrée.

Une fois accepté, le membre doit verser 150 euros de droit d'entrée et 935 de cotisation annuelle, et 6000 euros qui sont des installés, assure Sylvain Jouber, d'ADI, entreprise de chauffage et climatisation. Grâce à une recommandation, j'ai obtenu le chantier du nouveau Leclerc d'Angoulême, un contrat à 700 000 euros. « J'ai deux ans, j'ai fait 25 000 euros de chiffre d'affaires grâce au BNI », chiffre Érick Bonn, propriétaire du restaurant Les Cigognes à Soyaux. Les membres viennent pour leurs repas d'affaires, mais aussi pour se connecter.

## Une rigueur draconienne comme ça d'efficacité

Pour Pierre Bazou, d'Études & Sondages, dernier entré dans le groupe, qui propose des études de marché, d'actualité, de clientèle, le BNI est un excellent moyen de se forger un réseau et de se

## «Un groupe d'amis qui se recommandent et se font travailler les uns les autres»

Dans le groupe Carboac, qui se réunit un vendredi sur deux à 7 heures au restaurant L'Éclaireur à Saint-Maixent, les règles sont beaucoup moins strictes qu'au BNI. Le quart d'heure d'information est limité, assure Christophe Pot, expert comptable et président du groupe. Ici, pas de chrono, ni de protocole. À l'ordre du jour : l'ordre de plusieurs participants. Chaque donne son avis en ordre dispersé, puis parle de son échelle d'il le souhaite. La réunion se termine par un déjeuner convivial, qui est avant tout un groupe d'amis qui se recommandent et se font travailler les uns les autres, dit-il. Nicolas Lapeyronie, agent immobilier, Les Hôtels de la Vallée, profite par le système Carboac pour compléter le chiffre

d'affaires obtenu par le club. Les membres ne se gênent pas, ils boivent, se font plaisir, assure également Nicolas Leclerc, conseiller en gestion de patrimoine. Selon ce ne peuvent pas 900 euros de cotisation annuelle et on ne savait plus à la fin du mois, le groupe a presque déjà atteint sa capacité maximale de 25 membres. Chaque donne son avis en ordre dispersé, puis parle de son échelle d'il le souhaite. La réunion se termine par un déjeuner convivial, qui est avant tout un groupe d'amis qui se recommandent et se font travailler les uns les autres, dit-il. Nicolas Lapeyronie, agent immobilier, Les Hôtels de la Vallée, profite par le système Carboac pour compléter le chiffre



Le club Carboac se réunit tous les vendredis matins à 11 heures au restaurant L'Éclaireur à Saint-Maixent.

Photo: S. L.

faire connaître rapidement quand on lance son activité. Guillaume Gauthier, animateur commercial de l'entreprise Brunet, gère clientèle et clientèle, est la surprise de son réseau. « Notre clientèle est excellente présente dans tous les clubs et réseaux de départ-

ment, pour en pécher une concurrence d'y être, explique-t-il. Il est 9 heures précises, la réunion du BNI est terminée. « C'est un engagement de clubs », affirme Nicolas Girard, qui vante cette rigueur draconienne comme un gage d'efficacité.

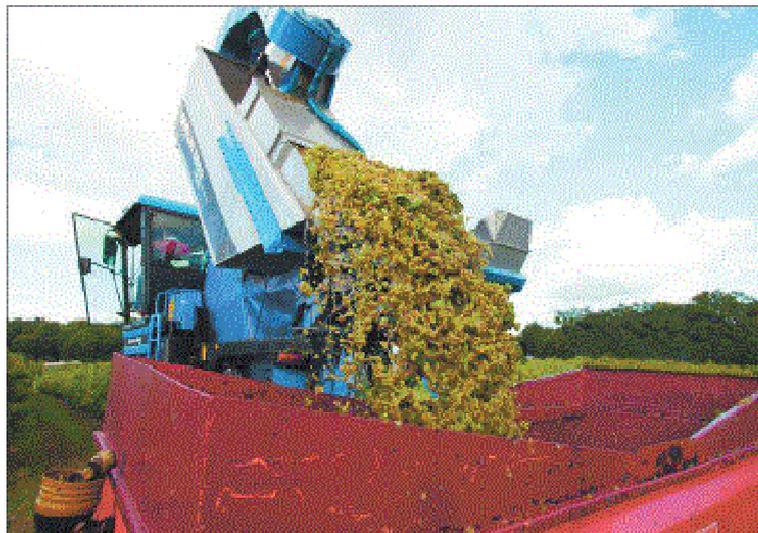
■ Temps fort de la profession, les vendanges débutent activement aujourd'hui ■ Une récolte que certains exploitants confient désormais à des prestataires ■ Une pratique en plein essor.

# Les vendanges se servent aussi clé en main

Gilles BIOLLEY  
g.biolley@charenteinfo.fr

Certains viticulteurs sont déjà à l'œuvre depuis plus d'une semaine. Ceux dont les parcelles ont été les plus touchées par les épisodes de grêle et qui pourront bénéficier d'un nouveau système d'aides (lire par ailleurs). Pour les autres, la grande majorité, le coup d'envoi des vendanges 2016 est pour aujourd'hui. Durant trois semaines, vendangeuses et pressoirs vont tourner ainsi à plein régime sur les exploitations afin de tirer le meilleur parti d'une récolte 2016 dont le rendement sera moindre que l'an dernier, conséquences des nombreux épisodes climatiques qui ont impacté le vignoble cette année (1).

Des vendanges que chaque exploitant traite selon ses moyens. Ceux qui en ont, disposent de leur propre matériel, voire le louent; quand d'autres font appel à des prestataires de service pour s'en occuper, une pratique en plein essor en Charente. «En général, ceux qui y ont recours sont des viticulteurs dont les exploitations ne dépassent pas les 30 ha. C'est pour eux une alternative intéressante face au coût croissant du matériel», indique Jean-François Macoin. Propriétaire d'un



De la vendangeuse au tonnage, jusqu'au personnel, les prestataires mettent tout à disposition du client. Photos Christophe Barrault

vignoble de 45 ha à Saint-Sulpice-de-Cognac, ce viticulteur et distillateur fait partie de la quinzaine d'entrepreneurs du département à œuvrer dans ce secteur de la prestation viticole. Dans le cadre d'un

contrat de mission avec garantie de résultat, il gère les vendanges de ses clients de A à Z. «On fournit vendangeuses, pressoirs, tonneaux, tracteurs et personnel compris», explique-t-il. C'est une activité annexée qui ne permet de rentabiliser son investissement en matériel, de rendre service aux collègues et de gagner un peu d'argent en sus. Son tarif, 350 € l'hectare vendangé. «On va faire tourner nos trois vendangeuses chez une bonne dizaine de clients cette année, ce qui va représenter dans les 450 ha», détaille-t-il en toute transparence.

## «C'est sécurisant»

Premier sur la liste, le château de Font-Joyeuse à Saint-André, où il a débuté samedi la récolte des 29 ha de vignes de ce domaine exploité par Alain Vinet, lequel a opté pour ces vendanges clé en main pour la première fois (vidéos et photos sur le site). «On

a toujours récolté nous-mêmes, sauf que notre matériel commence à être obsolète. Comme nous n'avons pas les moyens d'en acheter du neuf, il n'était pas question de prendre le risque de perdre une récolte pour une panne quelconque. Faire appel à un prestataire dans ces conditions, c'est sécurisant», souligne sa nièce Stéphanie qui l'épaula et prendra sa suite après ces vendanges. 200 000 € la vendangeuse, 80 000 € le pressoir. L'investissement est lourd et long à rentabiliser quand la récolte ne prend que quelques jours.

«Quant au matériel d'occasion, la barre est moitié moins haute, mais si on ajoute l'entretien on a vite fait de voir la facture s'alourdir», pousse-t-elle. Je préfère investir dans d'autres équipements, ce que me permet ce recours à un service qui n'a finalement que des avantages. Dont celui de pouvoir récupérer la TVA par ailleurs, d'avoir moins de stress aussi», ajoute-t-elle, emballée par cette solution

## Un dispositif d'aide dédié aux plus touchés

Suite aux épisodes grêles qui ont durement touché le vignoble cette année, l'UGVC, le syndicat viticole, a souhaité mettre en place un dispositif d'aide à l'achat de vendanges fraîches afin de favoriser la mise en relation entre acheteurs et vendeurs. Valable à titre exceptionnel par l'Inao pour cette récolte, il accorde aux viticulteurs la possibilité de produire au-delà du rendement annuel maximum autorisé pour cette année, soit 11,02 hectolitres d'alcool pur par hectare dans la limite du rendement (taux) fixé à 16 hL/ha. Pour bénéficier de ce système, les viticulteurs acheteurs doivent répondre à plusieurs critères. Être situés dans les zones concernées par l'arrêté préfectoral autorisant l'achat de vendanges; justifier d'une perte de plus de 30% de leur récolte moyenne des cinq dernières années en retenant l'année la plus faible et la plus forte, et enfin ne pas acheter une quantité supérieure à 80% de leur production moyenne des cinq dernières années, excluant la plus faible et la plus forte. Quant aux vendeurs, ils doivent établir cinq jours au moins avant la circulation des produits, une demande auprès de l'Inao de mise à disposition de volume supplémentaire au-delà du rendement annuel maximum autorisé. Les ventes ne pourront être réalisées qu'à destination d'un viticulteur possédant des vignes sinistrées dans le même cru que les vendanges vendues. L'UGVC tient un fichier recensant vendeur et acheteur du même cru à disposition.



Stéphanie Vinet utilise ce service pour la première fois, ce qui ne l'empêche pas de garder l'œil sur sa récolte.

appelée à se développer plus encore. Car si la mutualisation des équipements en est une autre pour permettre aux petits viticulteurs de réduire les coûts de vendanges «encore faut-il arriver à s'entendre, ce qui n'est pas simple non plus», note Jean-François Macoin amené, lui, à revenir à la maison l'an prochain», conclut Stéphanie.

(1) Le rendement moyen prévisionnel est prévu entre 90 et 100 hl à l'hectare, quand il était à 123 l'an passé et 112 en 2014. Pour parler à cette perte, une partie significative de la réserve climatique (83316 hl) pourra être débloquée en 2017 après aval de l'interprofession.

# Eurociné relance son ciné-club

**CULTURE** L'association renforce ses séances pour « un cinéma de qualité » en renouant un partenariat avec le Galaxy

JONATHAN GUÉRIN  
jguerin@sudouest.fr

**A** lors que l'actuel propriétaire du Galaxy a un projet de multiplex, les amateurs de cinéma vont bénéficier, dès cette semaine, d'une nouvelle offre : le ciné-club d'Eurociné Cognac.

Mercredi, il sera possible d'échanger après la diffusion, à 20 h 30, de « L'avenir de Mia Hansen-Love », avec Isabelle Hupert dans le rôle d'une professeur de philosophie « qui va réinventer sa vie ». « Nous aurons la visite de Serge Commagnac, professeur de philosophie au lycée Jean-Monnet », précise Nicole Cornibert, la présidente d'Eurociné-Cognac. Il suit depuis dix ans le blog de Laurence Hansen-Love, la mère de la réalisatrice qui a servi de modèle pour cette histoire. »

## « Complément au Galaxy »

Voilà le principe de ce ciné-club qui proposera le regard d'un « grand témoin » à chaque séance au Galaxy. « Nous allons essayer de réfléchir aux échos des films projetés en organisant des débats, en suscitant les discussions », poursuit la présidente d'une



Roland Jourzac et Nicole Cornibert vont créer le débat. ARCHIVES « SO »

association qui avécut un petit passage à vide en passant de 300 à une centaine d'adhérents.

Eurociné a été créé en 2001 à l'initiative de Littératures européennes. « On a proposé du cinéma d'art et d'essai, même si c'est un peu restrictif car il y avait un vrai besoin et un public demandeur d'un cinéma de qualité. Certaines séances faisaient le plein et d'autres moins, alors nous avons présenté des films à la Salamandre en 2015 et 2016. Aujourd'hui, le ciné-club va nous permettre de renforcer le nombre de séances à

l'année et de montrer des films plus récents, avec six mois d'exploitation au lieu d'un an. Nous serons un bon complément au Galaxy. »

La prochaine séance est déjà prévue. Le 9 novembre sera projeté « Celui qu'on attendait », une comédie avec Patrick Chénéas qui se déroule... en Azerbaïdjan. Un pays dont on connaît les liens avec Cognac.

Chaque séance coûte 5 euros. Elle est ouverte aux membres (carte d'adhésion à 10 euros par an). Renseignements sur [www.facebook.com/eurocinecognac](http://www.facebook.com/eurocinecognac)

## ■ CHÂTEAUBERNARD

# La troupe de «The Voice» régale le public du Castel



Amandine, Olympe, Manon, Maximilien Pierre et Clément Verzi ont assuré le spectacle sans oublier de conserver un petit souvenir de leur passage à Châteaubernard. Photo G. B.

**U**ne scène proche des spectateurs, des artistes qui l'étaient tout autant, au grand bonheur des premiers : samedi soir, «The best of tour The Voice» a fait l'unanimité dans les travées d'un Castel bien garni.

Plus de 400 personnes de tous les âges, avaient répondu à l'appel de ce spectacle qui ouvrait la saison de la salle de Châteaubernard. Châteaubernard, pas Cognac ou Châteaubriand, comme s'en sont amusés à tour de rôle Clément Verzi, Olympe, Manon, Maximilien Pierre et Amandine, les ex du télécrochet de TFL, vedettes de ce show qui s'était ou-

vert sur la prestation de leurs cadets du « Kid's TV tour ». Un show convivial et épuré, sans flonflons ni bling-bling, fait de voix, de musique, de duos, de reprises et de compositions, mais aussi d'échanges entre des artistes et un public qui se sont fondus sur un dernier titre final avant de se retrouver un peu plus tard pour des séances de photos-dédicaces (vidéos et photos sur le site).

Prochain spectacle au Castel, ce dimanche à 14h30, avec la nouvelle élection de Miss Poitou-Charentes.

Réservations dans les points de vente habituels et au 06 72 77 37 77.



Les artistes des Années boum arriveront avec 250 costumes dans leurs malles. PHOTOLUX

## Le Castel à plein tubes

Le président du comité des fêtes, Patrick Oumaou, avait réalisé son rêve l'an passé : recevoir Dany Brillant au Castel. Cette année, la joyeuse équipe des bénévoles a décidé d'exploiter une nouvelle configuration de l'espace culturel pour son spectacle annuel, samedi 15 octobre, à 20 h 30.

« On a prévu une petite mise en scène, les tables seront décorées et nous serons super-beaux ! » prédit Patrick Oumaou. L'ambiance cabaret

sera assurée par la troupe Les Années boum. Neuf artistes sur scène déploieront leurs costumes et accessoires le temps du spectacle « A plein tubes ! Tous les tubes d'été des années 70 à nos jours ».

### 420 personnes attendues

Au programme, entre autres : « La Lambada », « La Macarena », « Macumba », « Les Mots bleus », « Le Sud », « L'Été indien », « Est-ce que tu viens pour les vacances »,

« Soca Dance », « Samba de Janeiro », etc. Les organisateurs attendent 420 personnes (les 233 des places sont déjà vendus) et proposent un tarif unique de 18 €, avec une pâtisserie offerte. On peut contacter directement Michel Lanceron au 05 45 32 18 91, se rendre physiquement au Castel (lundi, mercredi et vendredi de 13 h 30 à 17 heures) ou réserver ses places à la billetterie du centre commercial Auchan.

Sandra Balian

### ■ CHERVES-RICHEMONT

## Awa Ly annoncée le 14 octobre à L'Abaca

**A**wa Ly et ses musiciens se produiront vendredi 14 octobre à 20h30 à L'Abaca de Cherves-Richemont.

Une nuit, Awa Ly fit un rêve... L'atmosphère y était enchantée, comme mystique, nimbée dans une scénographie convoquant la lune, la terre et les éléments. Mélange ancestral entre les Indiens d'Amérique et l'Afrique, l'être chamanique était là, s'exprimant dans une langue inconnue, narrant des histoires réelles ou fantasmées. Ces récits, elle les recevait d'autres, se les appropriait, s'en imprégnait, partageait leur joie, soulageait douleur ou tristesse contenue. Au réveil, la narratrice chamanique s'était évanouie mais sa présence était encore palpable. Awa en fit la conteuse de ce nouvel album: « Five and a feather », five comme toutes ces choses que l'on chiffre par cinq: les sens, les océans, les lignes de portée musi-



Awa Ly.

Repro CL

cale, les doigts de la main et feather, la plume, l'élément magique qui les relie.

Tarif 18 euros, tarif réduit et comité d'entreprise

15 euros, moins de 12 ans, 9 euros.

Réservations à la mairie de Cherves-Richemont

au 05 45 83 25 69 ou 06 82 44 65 37.

# Téléphonie : il faut patienter

Le pylône communal a été implanté en avril à 300 mètres du château d'eau. Une décision du maire, Dominique Souchaud, qui avait été très « discutée ». Destiné à l'origine à Free mobile, ce pylône accueille aujourd'hui Orange, qui a délaissé le château d'eau tout proche pour s'installer quelques mètres plus haut. À ce jour, on peut penser que Free mobile devrait mieux couvrir la commune à la fin des travaux de raccordement au faisceau hertzien.

Du côté d'Orange, la couverture en 2G, 3G et 4G ne fonctionne toujours pas à la perfection. Des réglages sont effectués en ce moment et devraient être finalisés prochaine-

ment. Une négociation sur les problèmes techniques est en cours entre le maire et Orange à Toulouse afin de faire bénéficier la commune d'une réception optimale. Dominique Souchaud a demandé un nouveau réglage des antennes pour une meilleure réception, ce qui devrait permettre de régler les problèmes techniques actuels.

## Un second pylône

L'antenne de Bouygues télécom est, elle, installée sur le pylône SFR, moins bien positionné et moins haut que le pylône communal, ce qui entraîne une faiblesse du réseau et donc une moins bonne couverture. Ce pylône

est implanté sur un terrain communal qui a été vendu 15 000 € par la commune il y a quelques années, alors qu'un loyer de plus de 3 000 € annuels était versé à la commune. La légalité de cette vente pourrait aujourd'hui être remise en question, la sous-préfecture ayant demandé à ce qu'un contrôle soit effectué.

Les habitants de la commune devront donc encore patienter avant d'éliminer toute coupure ou incident sur les réseaux mobiles. Précisons qu'il n'existe à ce jour aucun lien entre réseau mobile et filaire même si à ce jour le réseau filaire est encore loin de fonctionner correctement.

**Colette Guné**

## FOOTBALL

### Poule D

Segonzac/Gensac (B) - Mons	0 - 2
Aigre (B) - St-Brice (B)	0 - 1
Ars-Gimeux - La Geste (B)	4 - 0
Dirac (B) - Châteaubernard	1 - 1
Ma Campagne - St-Cybardeaux	7 - 2
Mosnac-Champmil - Grande-Champagne (B)	1 - 1
<b>Classement.</b> - 1. Mons, 12 pt, 3 m; 2. St-Brice (B), 12 pt, 3 m; 3. Grande-Champagne (B), 10 pt, 3 m; 4. Ma Campagne, 9 pt, 3 m; 5. St-Cybardeaux, 9 pt, 3 m; 6. Dirac (B), 7 pt, 3 m; 7. Ars-Gimeux, 6 pt, 3 m; 8. Aigre (B), 6 pt, 3 m; 9. Mosnac-Champmil, 5 pt, 3 m; 10. La Geste (B), 4 pt, 3 m; 11. Châteaubernard, 3 pt, 3 m; 12. Segonzac/Gensac (B), 2 pt, 3 m	

### Poule C

Châteaubernard - Châteauneuf	6 - 0
Leroy (B) - Javrezac/Jamouz	2 - 0
<b>Classement.</b> - 1. Châteaubernard, 12 pt, 3 m; 2. Jarnac (B), 5 pt, 2 m; 3. Leroy (B), 5 pt, 2 m; 4. Châteauneuf, 5 pt, 2 m; 5. Javrezac/Jamouz, 3 pt, 3 m	

### Poule D

Châteaubernard (B) - Valéché	0 - 6
Linars (B) - Aigre Inter Pays	8 - 0
<b>Classement.</b> - 1. Valéché, 9 pt, 3 m; 2. Pivelle (C), 8 pt, 2 m; 3. Linars (B), 6 pt, 3 m; 4. Aigre Inter Pays, 5 pt, 2 m; 5. Châteaubernard (B), 1 pt, 2 m	

## U13 Brassage

### Poule A

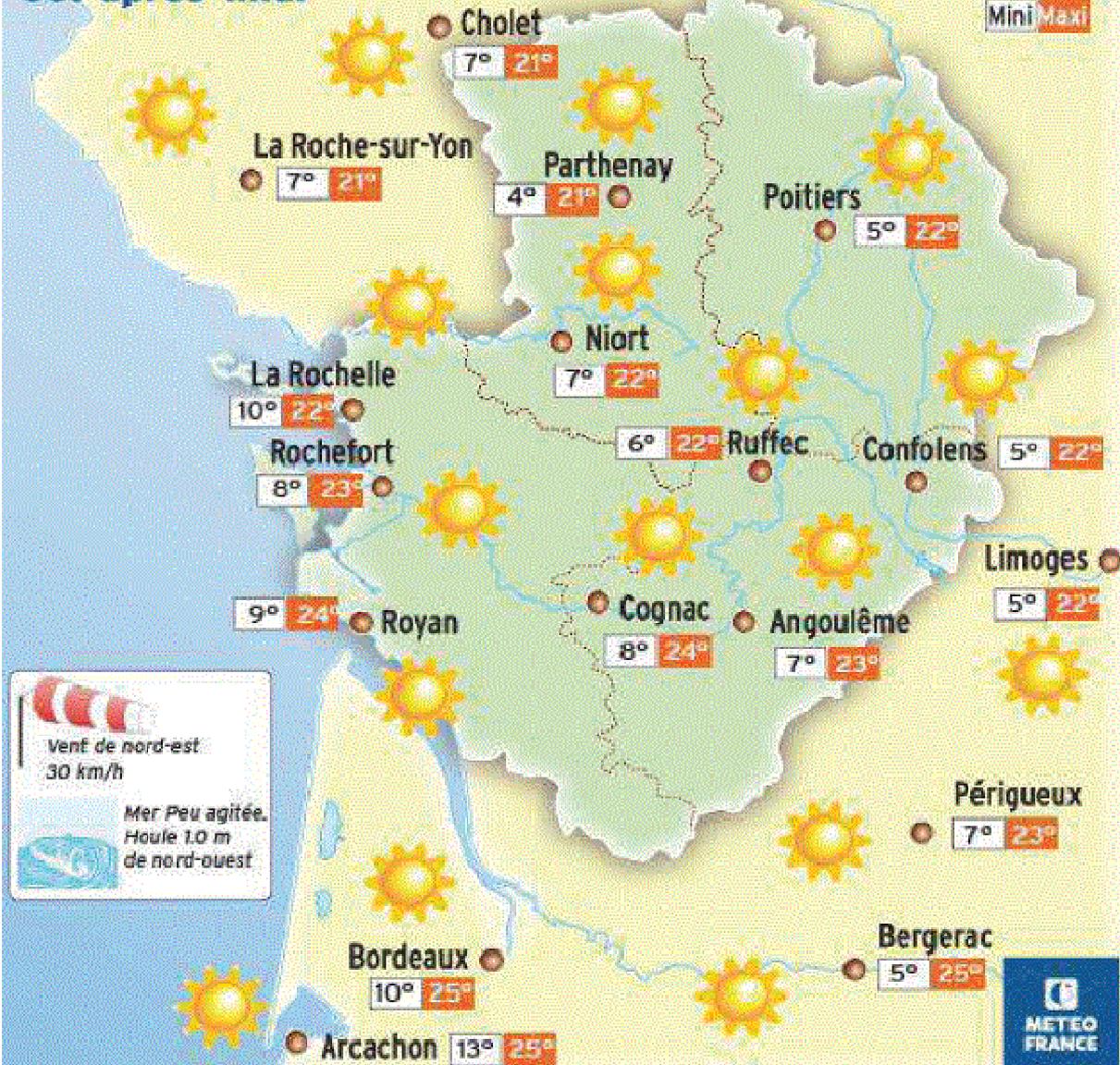
Ang. Portugais - Mouthiers (B)	NC
Montmoreau - Angoulême (B)	(F) 0 - 3
St-Yrieix/Champniers (D) - Châteaubernard	1 - 9
Val-de-Nouère - Isle-Espagnac (B)	3 - 0 (F)
<b>Classement.</b> - 1. Val-de-Nouère, 7 pt, 2 m; 2. Angoulême (B), 7 pt, 2 m; 3. Châteaubernard, 5 pt, 2 m; 4. Mouthiers (B), 4 pt, 1 m; 5. Ang. Portugais, 4 pt, 1 m; 6. St-Yrieix/Champniers (D), 2 pt, 2 m; 7. Isle-Espagnac (B), 1 pt, 2 m; 8. Montmoreau, 1 pt, 2 m	

### Poule B

Alliance 3B - La Couronne (C)	NC
Sud-Charente - Mouthiers	1 - 7
Val-de-Nouère (B) - Châteaubernard (B)	7 - 3
Villebois - Cognac (D)	12 - 2
<b>Classement.</b> - 1. Mouthiers, 8 pt, 2 m; 2. Val-de-Nouère (B), 8 pt, 2 m; 3. Villebois, 5 pt, 2 m; 4. Châteaubernard (B), 5 pt, 2 m; 5. La Couronne (C), 4 pt, 1 m; 6. Sud-Charente, 2 pt, 2 m; 7. Cognac (D), 2 pt, 2 m; 8. Alliance 3B, 1 pt, 1 m	

## Cet après-midi

Températures  
Mini/Maxi



### Encore du soleil.

Quelques bancs de brouillard au lever du jour, puis le soleil se montre assez généreusement malgré quelques nuages en cours d'après-midi, et l'arrivée d'un voile nuageux par le Nord-Ouest en soirée.  
Le vent est faible à modéré d'Est-Nord-Est.